

Grogne autour du recrutement du personnel d'appui Tempête dans un verre d'eau à la Cour des comptes

La juridiction chargée de veiller au bon emploi de l'argent public et d'en informer les citoyens est secouée par une grogne autour des résultats du concours de recrutement de son personnel d'appui en date du 13 novembre 2024. **Page 3**



le populaire

Édition internationale

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°955 • LUNDI 25 NOVEMBRE 2024 • 3000 FG • www.lepopulaireguinee.com • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: +224 655 404 294

Vite dit ... Sortons de cette mauvaise passe !

Page 4



Dr David Makongo, semeur de paix

Le philanthrope, consultant politique et juridique en mines, pétrole et gaz, fait l'actualité en matière de promotion de la paix et du vivre-ensemble. **Page 9**



A Montréal Le Festiraam sur orbite en avril 2025

L'événement est une édition «Spéciale Guinée». Le festival présente des têtes d'affiche de renom. **Page 7**



événement

Miss Guinée France 2025 Le triptyque art, mode, culture au cœur de l'élection

L'édition 2025 met également en lumière la richesse créative des stylistes guinéens. **Page 8**

Alhassane Diallo enlevé à Koloma Un mort dans la course-poursuite des ravisseurs

Page 4



Libre Tribune Le Royaume-Uni et ses crimes contre l'humanité à travers l'histoire

Pages 10, 11 & 12



Confidences PUBLIQUES

**Benoît Kamano
dans la bonne voie**

Le Ministre-secrétaire général du gouvernement est dans la bonne voie pour marquer positivement et durablement la transition sous le leadership du Général Doumbouya. Benoît Kamano suit comme il se doit la réalisation du projet de construction de l'imprimerie du gouvernement sur le site de Koloma à Conakry.

**Les guinéennes d'Abidjan
exemptées du paiement
de la carte consulaire**

Elles ne paient pas les 7 mille Fcfa pour obtenir une carte consulaire guinéenne en Côte d'Ivoire. C'est gratuit. Dans le district d'Abidjan, depuis ce 24 novembre 2024, date du lancement par le consulat de Guinée des opérations d'enrôlement gratuit de 1000 requérantes à Yopougon, district d'Abidjan, elles sont soulagées. Cette décision salvatrice a été prise par les autorités guinéennes. Le régime du général Mamadi Doumbouya vient essuyer les larmes des victimes de la bastonnade du 21 octobre 2024. Ce jour-là la police de la salubrité a brutalisé et mis aux arrêts des guinéennes alors qu'elles revendaient des articles dans la rue. Informé, le Ministre des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des guinéens établis à l'étranger facilite leur accès à la carte consulaire. Dr Morissanda Koutaté tient à ce que tout guinéen soit fier de son pays partout où il se trouve dans le monde. Au Japon, pour ne citer que cet exemple, il a mis fin au calvaire des demandeurs de passeport. Depuis quelques temps, l'enrôlement et la délivrance du passeport se fait sur place dans les locaux de l'ambassade de Guinée à Tokyo.

Libre Tribune / (Par Dr Thierno Souleymane Barry) Protection des droits de l'enfant dans le monde (1924-2024) : une constante évolution

20 novembre 2024, Journée internationale des droits de l'enfant. Une fête. Une double signification. Le centenaire de la Déclaration de Genève, adoptée en 1924.

L'anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée le 20 novembre 1989. Ainsi, dans la présente tribune, nous verrons successivement l'évolution du long combat en faveur des droits de l'enfant à travers les grands textes aux dates significatives en faisant

l'économie de la *Déclaration de Genève* de 1924, de la *Convention relative aux droits de l'enfant* de 1989, de la *Charte africaine des droits et bien-être de l'enfant* de 1990 et un clin sur le texte interne guinéen en la matière, le *Code de l'enfant* de 2019.

De la Déclaration de Genève de 1924

A l'instigation d'Eglantyne Jebb (1876-1928), fondatrice de Save the Children, la communauté internationale, à travers la Société Des Nations (SDN), a adopté, le 26 septembre 1924, un texte symbolique affirmant pour la première fois des droits spécifiques à l'enfant et l'importance d'en assurer la protection. Il y est textuellement mentionné que « l'humanité doit donner à l'enfant ce qu'elle a de meilleur ». Il y a par la suite l'adoption de la *Déclaration de Genève sur les droits de l'enfant* de 1959 dont le principe 7 se décline comme suit : « L'enfant a droit à une éducation qui doit être gratuite et obligatoire au

moins aux niveaux élémentaires. (...) L'intérêt supérieur de l'enfant doit être le guide de ceux qui ont la responsabilité de son éducation et de son orientation ; cette responsabilité incombe en priorité à ses parents. ». L'idée d'une nouvelle *Déclaration de Genève sur les droits de l'enfant* ce 20 novembre 2024 est une initiative positive pour non seulement reconnaître le rôle des pionnières et de pionniers de la protection des droits de l'enfant, mais aussi une affirmation de l'intérêt de s'inscrire dans le renforcement continu de cette même protection à travers le monde.

De la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989

L'évolution du combat en faveur des droits de l'enfant a connu son apogée avec l'adoption de la *Convention relative aux droits de l'enfant* le 20 novembre 1989 par l'Assemblée générale des Nations Unies, l'une des conventions les plus ratifiées au monde. Comme nous l'écrivions dans notre thèse consacrée à cette matière, *La protection des droits de l'enfant face au travail* (Université Laval/ Université de Sherbrooke, Editions Yvon-Blais, 2015), cet instrument conventionnel « est

le fruit d'une lente évolution qui a permis à l'enfant de passer d'objet de protection à sujet de droit. » La convention reconnaît des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels à l'enfant. L'article 12 de l'instrument reconnaît à l'enfant capable de discernement la possibilité de participer à la réalisation de ses droits et constitue son innovation majeure. Elle a mis en place un Comité des droits de l'enfant chargé de la surveillance de l'application des droits reconnus à l'enfant par les Etats parties à ladite convention.

De la Charte africaine des droits et bien-être de l'enfant de 1990

L'Afrique a connu un pendant de la *Convention relative des droits de l'enfant* en adoptant la *Charte africaine des droits et bien-être de l'enfant* en 1990. Elle reconnaît également toutes les catégories de droits humains en faveur de l'enfant. Elle renforce la protection de l'enfant sur plusieurs aspects dont l'interdiction de la participation des enfants dans les conflits armés. La Charte également a mis en place un organe de surveillance des obligations des

Suite à la page 3



**Me Thierno Souleymane
Barry, Ph.D**
Docteur en droit, Université
Laval/Université de
Sherbrooke (Canada),
professeur de droit,
consultant et avocat
à la Cour.

le populaire Magazine

www.lepopulaireguinee.com

EDITION & ADMINISTRATION

Edition & administration 5 avenue Manquepas, 2e niveau, immeuble Baldé Zaïre, Sandervalia, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C / Modifié par le N°65/PR/TPI/C du
18 /01/02 Tél.: (+224) 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com
Facebook.com/Le-populaire-conakry @LEPOPconakry
www.lepopulaireguinee.com
Compte Ecobank n°0010224601987501
Code Swift ECOGNCN ENTREPRISE LE POPULAIRE
Rib 01000 1001 0005 60029

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Diallo Alpha Abdoulaye +224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

ASSISTANTE: Sandrine Bah

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER Alain Rivière

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Ahmed Tidiane Diallo: tidiani83@gmail.com

ABONNEMENT

https://www.youscribe.com › lepopulaireconakry

IMPRESSION Imprimerie du Centre +224 625 73 93 96
TIRAGE 1 500 exemplaires

VG
VISION GUINÉE

www.visionguinee.info

Tél.: 00224 664 93 14 04
00224 628 32 85 65
00224 656 27 36 91
contact@visionguinee.info

Siège social: 2e niveau
immeuble radio Tamata
Fm, Koloma Marché,
Ratoma Conakry - Guinée

GUINEESIGNAL
L'information Libre et indépendante
www.guineesignal.com

www.guineesignal.com est un site internet d'informations
générales et d'analyses sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

info@guineesignal.com
+224 625 130 505
+224 666 080 606

Notre but: *livrer l'information réelle en temps réel.*
Notre ligne de conduite: *L'éthique et la déontologie.*

VERITE224
Toutes les infos en direct sur la Guinée

www.verite224.com
Toutes les infos en direct
sur la Guinée

Suite de la page 2

Etats parties, le Comité africain d'experts sur les droits et bien-être de l'enfant.

Composé de onze (11) experts indépendants, le comité est fonctionnel depuis le 10 juillet 2001. Son mandat aux missions suivantes : promotion, promotion, interprétation et évaluation de la mise en œuvre des droits de l'enfant en Afrique. Outre les rapports étatiques, il a compétence de recevoir des communications (plaintes) individuelles. Il faut noter que cette Charte a été précédée de la *Déclaration africaine sur les droits et bien-être de l'enfant* de 1979.

Du Code de l'enfant de la Guinée de 2019

La Guinée fait partie des premiers Etats à mettre en place un dispositif législatif interne d'application de la Convention relative aux droits de l'enfant en adoption un texte y relatif. Après amendement, ce texte est devenu le *Code de l'enfant* adopté par l'Assemblée nationale guinéenne par la *Loi L/2019/059/AN* 30 décembre 2019. Le Code traduit sur le plan national les principes et les droits de l'enfant et les obligations correspondantes de l'Etat nées de la ratification de la *Convention relative aux droits de l'enfant* et de la *Charte africaine des droits de l'enfant*.

Outre l'affirmation des droits de l'enfant et la mise en place des mesures de protection supplémentaires à l'enfant, le code met en place un système de justice pour enfants.

Il serait intéressant pour la Guinée de continuer à œuvrer pour renforcer la protection des droits de l'enfant notamment sa participation dans les affaires le concernant, l'adoption des politiques, plans et budgets sensibles aux droits de l'enfant, l'allocation de moyens et ressources suffisantes au système de justice pour enfants et autres.

La promotion et la protection des droits de l'enfant ont connu et continuent de connaître une évolution significative pour assurer le respect des droits d'un être vulnérable, un être en développement et un être qui constitue notre présent et notre avenir, l'enfant. Avec nos vœux de bonne fête aux enfants, à toutes et tous, à l'occasion de la fête internationale des droits de l'enfant, 2024.

Bangui, le 20 novembre 2024
—*Juris Guineensis* No 71

Me Thierno Souleymane BARRY, Ph.D

Docteur en droit, Université de Sherbrooke/Université Laval (Canada) Professeur de droit, Consultant et Avocat à la Cour.

Recrutement du personnel d'appui Tempête dans un verre d'eau à la Cour des comptes

La juridiction chargée de veiller au bon emploi de l'argent public et d'en informer les citoyens est secouée par une grogne autour des résultats du concours de recrutement de son personnel d'appui en date du 13 novembre 2024.



Des voix d'élèves pour interpeller l'opinion publique et dénoncer les résultats et le déroulement du concours de recrutement organisé par cette institution. L'accusation est portée à l'en-

contre de certains hauts responsables de la juridiction. Ces derniers sont mis à l'index pour « falsification de résultats du concours de recrutement de trois secrétaires, deux informaticiens, deux chargés de la do-

umentation et des archives, et un chargé de l'administration et de la rémunération ».

Ce fameux concours a été lancé officiellement en octobre 2024. Au cours de l'étape de test d'admission, les mécontents jurent que des responsables de l'institution ont procédé à la « ré-intégration de candidatures invalidées lors de la phase de présélection ».

Accusations sans queue ni tête

Ils accusent des membres de la hiérarchie de la Cour des comptes de verser dans des pratiques de favoritisme qui mettent en doute le principe fondamental de la crédibilité du recrutement.

Mais selon un employé bien avisé de la Cour des comptes, toutes les accusations formulées par le groupe des mécontents sont des non-vérités, des histoires grotesques sans queue ni tête. ■

Par D.Alpha

Communiqué du gouvernement relatif au viol suivi du meurtre d'une fillette de 8 ans à Kagbélen

Conakry, le 23 novembre 2024
- **Le Gouvernement guinéen a appris avec consternation un double crime de viol et de meurtre sur une mineure.**

La victime, Aïcha BAH, était âgée de 8 ans et faisait la 4e année. Les premiers éléments d'informations indiquent que le corps sans vie de la fillette a été retrouvé dans les toilettes d'une école franco-arabe au Quartier Dondolikhouré dans la commune de Kagbélen, préfecture de Dubréka.

Le Gouvernement condamne avec la plus grande rigueur ce crime crapuleux en ce sens qu'aucun motif quel qu'il soit ne saurait le justifier. La vie humaine étant sacrée, chacun a l'obligation impérieuse de la préserver à tout prix.

Face à ces drames inhumains qui commencent à être récur-

rents et à l'orée de la célébration des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre, le Gouvernement porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale la prise des trois (3) mesures ci-dessous :

- 1. La saisine du procureur de la République** près le tribunal de première instance de Dubréka et l'ouverture d'une enquête pour arrêter et traduire devant la juridiction compétente les responsables de cette infraction criminelle ;
- 2. Le durcissement de la politique pénale** afin qu'aucune circonstance atténuante ne soit acceptée par les tribunaux en faveur des présumés auteurs et complices de viols ;
- 3. L'intensification d'actions de sensibilisation** en vue d'une plus grande diffusion des dis-

positions légales et réglementaires sur les viols.

En attendant, une forte délégation gouvernementale s'est mobilisée pour présenter les condoléances et apporter la solidarité du Gouvernement à la famille éplorée. Cette action a été appréciée par la famille, les proches et les autorités locales. Le Gouvernement invite la population à prêter main-forte aux services de sécurité et de justice. Il réitère sa détermination à mettre hors d'état de nuire tous les responsables d'actes odieux y compris et en premier lieu ceux coupables de violences basées sur le genre.

Le Gouvernement.

Ils ont dit



Général Amara Camara Ministre-secrétaire général de la Présidence, le samedi 16 novembre 2024, au stade régional de Nzérékoré: « On a compris votre message de la continuité. Également, nous nous inscrivons dans la continuité. Conti-nuez à soutenir la refondation. Il y a beaucoup d'intérêts qui se tournent vers la Guinée. Et ces intérêts profiteront que si la Guinée est mieux gérée. Pour le moment, nous estimons l'homme du 5 septembre est celui qui peut permettre à tous les fils de la Guinée de gagner la prospérité de façon partagée. »



Ousmane Gaoual Diallo, porte-parole du gouvernement, à propos de Mamadi Doumbouya, président de la transition: « (Il) ne passera pas un jour de plus à l'issue des vingt-quatre mois de la transition. Il a donné sa parole au peuple de Guinée. »



Mamadi Doumbouya, chef de l'Etat, président de la Transition, le mardi 21 février, à l'occasion du lancement de la rédaction de la nouvelle Constitution, qu'il rendrait le pouvoir aux civils à l'issue de la transition, fin 2024: « Nous allons organiser bien sûr la transition mais nous ne ferons pas partie de l'après-transition. Pour nous, c'est clair et ça doit l'être (...). C'est le peuple de Guinée dans son entièreté qui adoptera la Constitution par référendum. (Il est) important que la Constitution ne soit pas faite sur mesure pour un parti politique ou une personne politique parce que nous-mêmes, nous ne ferons pas partie de la mesure. »

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Vite dit ...**Sortons de cette mauvaise passe !**

Sans exagérer, nous ne sommes pas encore totalement sortis de la mauvaise passe dans laquelle nous avons été plongés par les régimes autoritaires précédents. Mais nous devons tout faire pour arriver à nous tirer de là. Parce que nous avons les capacités de nous en sortir nous-mêmes. Avec ou sans l'aide et le soutien de nos meilleurs voisins et partenaires occidentaux. Et puisqu'il s'agit d'une mauvaise passe, ne trainons pas à trouver la meilleure voie de sortie. Ne perdons surtout pas notre latin à avancer des arguments de bonne foi face à des gens de mauvaise foi, comme nous l'a si bien appris feu le Roi Hassan II. En cette fin d'année 2024, commençons à faire en sorte que rien ne soit perdu en 2025. Prenons en considération le contenu du rapport 2024 de l'Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique, publié le 23 octobre 2024, qui nous rappelle que la gouvernance de notre pays est à améliorer. Il nous interpelle quant au « renforcement de la sécurité, l'élargissement de l'espace démocratique et la stimulation de la croissance économique pour améliorer la gouvernance globale » de notre pays surtout après les élections de 2025. Il nous rappelle que notre conscience collective et notre responsabilité morale doivent nous guider à réussir le retour à l'ordre constitutionnel normal, à ramener la Guinée dans le cercle des pays dont les dirigeants politiques sont élus par leurs citoyens, à qui ils doivent rendre des comptes. Cet objectif à atteindre doit demeurer omniprésent dans nos esprits. C'est le terminus où l'on ne discute pas du sexe des anges. ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo

Alhassane Diallo, importateur de jus Tropix, enlevé à Koloma Un mort et un blessé par balle dans la course-poursuite des ravisseurs

Un jeune motard a été tué et un autre blessé, mardi soir à Koloma, Conakry, par le commando de ravisseurs de l'homme d'affaires Alhassane Diallo (sur la photo).



Conakry compte trois victimes de l'insécurité grandissante dans la capitale. Le jeune motard Mamadou Adama Tangan Bah tué et un autre dénommé Mamadou Baïlo Diakité blessé. Tel est le bilan des tirs à balles réelles effectués mardi 19 novembre 2024 à la tombée de la nuit par la bande responsable du rapt de l'homme d'affaires Alhassane Diallo qui venait d'accomplir son devoir religieux en la mosquée turque de Koloma à Conakry. La victime du kidnapping est bien connue dans la cité de

Koloma. Dans ce quartier de la banlieue de Conakry, Diallo est présenté comme étant « un commerçant importateur de la marque de jus Tropix ». Selon les témoins du kidnapping, Alhassane Diallo venait de sortir de la mosquée turque où il a accompli la prière musulmane de 19h. Il tentait de regagner son domicile en compagnie de plusieurs de ses proches. Ses ravisseurs sont des hommes armés jusqu'aux dents et non identifiés. Ils sont arrivés - dans les environs de son domicile situé à proximité d'une école - à bord d'une voiture non immatriculée. Ils l'ont embarqué à bord de leur voiture et ils sont repartis en tirant en l'air. Ses compagnons et des membres de son voisinage ont suivi l'opération du rapt. « Les ravisseurs étaient armés. Ils tiraient des balles réelles ». Parmi les motards qui ont poursuivi leur véhicule, un jeune homme a reçu une balle mortelle des assaillants. Il s'appelle Mamadou

Adama Tangan. Un autre motard nommé, Mamadou Baïlo Diakité, a pris une balle à la cuisse. Il a été transporté à l'hôpital de l'Amitié sino-guinéenne pour des soins d'urgence. Cet événement se produit trois mois après l'assassinat d'un homme d'affaires dans la zone d'habitation de Cobaya dépendant de l'ancienne grande commune de Ratoma.

Là-bas, à Kobaya, actuelle commune de Lambanyi, Elhadj Hassimiou Diallo a été tué dans la nuit du jeudi au vendredi 30 août 2024 à son domicile par des individus aux visages masqués, habillés en tenue militaire, appartenant probablement aux forces armées guinéennes. Vendredi 22 novembre 2024, le Ministre de la Sécurité et de la protection civile, général Bachir Diallo, a affirmé que « des opérations spéciales sont en cours pour ramener M. Alhassane Diallo sain et sauf parmi ses proches ». ■

Par Racine Dieng

620 832 972 / 655 400 400
Améliorant Pour La Panification



Le festival a réuni, ce 23 novembre 2024 aux Studios Kirah de Kipé, un beau monde d'intervenants, d'éditeurs, d'auteurs, de musiciens et d'étudiants. (© DR)

Cocktail de joie aux rencontres poétiques de Conakry

La douzième édition du festival *Les rencontres poétiques de Conakry* s'est déroulée dans une ambiance lyrique, musicale, festive et conviviale le samedi 23 novembre 2024 aux Studios Kirah de Kipé, commune de

Ratoma, Conakry. Le festival est lancé dans l'après-midi du samedi, à partir de 16h. Son programme riche d'un cocktail de café des poètes et d'une soirée avant-premières lectures poésie et musique. Magique, ce cocktail de joie.

Un beau panel d'échanges autour du thème *Ecritures et jeunesse*, des ateliers d'écriture et de diction, ainsi qu'une rencontre entre jeunes poètes et leurs mentors autour de leurs manuscrits rehaussent le programme.

Le festival *Les rencontres poétiques de Conakry* est un événement culturel dédié à la promotion de la poésie. Il est ouvert aux écrivains, poètes, enseignants, étudiants et à tous les amoureux de la langue française.

Le festival est présidé par le poète, écrivain, professeur de droit et avocat Thierno Souleymane Barry, docteur en droit formé aux universités Laval et Sherbrooke du Canada. ■

Par Gordio Kane

LibreTribune

Alternance et maturité: Maurice et Botswana nous montrent la voie

Ah, l'Afrique ! Ce continent résumé souvent par des clichés dignes d'un guide de voyage pour martiens : safaris, coups d'État, et réunions politiques plus animées qu'un concours de karaoké. Et pourtant, ce mois de novembre deux petits miracles démocratiques nous rappellent que tout n'est pas perdu. Oui, mesdames et messieurs, le Botswana et Maurice, ces « canards propres » du poulailler africain, viennent de démontrer que l'alternance politique civilisée n'est pas un mythe. Mais pourquoi diable ces exemples restent-ils aussi isolés ? Creusons un peu, sans tomber dans un puits de désespoir.

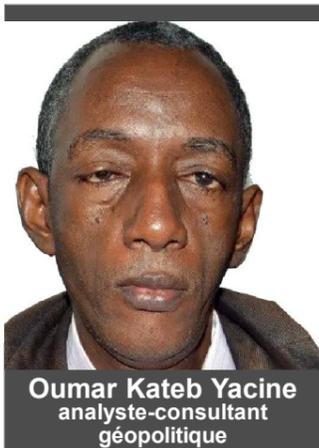
Le Botswana : Des diamants et de la dignité

Là-bas dans ce pays enclavé de l'Afrique Australe, on ne gouverne pas comme on joue au monopoly avec des amis douteux. Les élections se font avec classe et, tenez-vous bien, sans la moindre bastonnade public. Récemment, l'opposition a pris le pouvoir non pas parce que l'ancien régime a vidé les caisses ou falsifié les urnes (un sport national ailleurs), mais parce que les citoyens ont voté, tout simplement. Oui, vous avez

bien entendu : ils ont voté. Une révolution en soi. Et que dire de leur gestion des richesses naturelles ? Le Botswana, assis sur une montagne de diamants, aurait pu sombrer dans la gabegie à la « bling-bling ». Mais non, ici, on mise sur l'éducation et la santé, pas sur des cortèges de 4x4 pour les cousins éloignés du président. Chaque bachelier reçoit une bourse d'études, un concept qui ferait passer certains dirigeants pour des génies... s'ils daignaient l'appliquer.

Maurice : Une île, une leçon

Passons à Maurice, ce petit caillou au milieu de l'océan Indien qui ferait rougir bien des grandes nations. Ici, l'alternance politique ressemble plus à une passation de relais dans une course d'athlétisme qu'à un bras de fer dans un ring clandestin. Le dernier examen a vu un leader promettre de transformer le pays en paradis fiscal sans les scandales. Un oxymore ? Pas à Maurice. Quand on parle de gouvernance, leurs dirigeants montrent une maîtrise qui ferait pâlir un chef étoilé. Prenez leur gestion d'Air Mauritius, une compagnie aérienne qui a su naviguer dans



Oumar Kateb Yacine
analyste-consultant
géopolitique

des cieux turbulents pendant que d'autres transporteurs africains s'écrasaient dans des nuages de dettes. Oui, à Maurice, on nomme des gestionnaires compétents, pas des cousins éloignés avec des CV dignes d'un épisode de *L'amour est dans le pré*.

Et les autres ? Entre tragédie et comédie

Comparons ces joyaux à leurs voisins. Ailleurs, l'alternance politique ressemble souvent à une pièce de théâtre : intrigues, sur coups bas et, bien, la scène traditionnelle de la chaise qu'on refuse de quitter. Les scandales financiers ? Une routine.

Les coups d'État ? Une sorte de sport national et un moyen facile d'avoir la main mise sur les maigres ressources de l'État. Pendant ce temps, au Botswana et à Maurice, les dirigeants semblent avoir lu le manuel de la bonne gouvernance : respecter le peuple, investir dans l'éducation, et éviter les slogans creux du style « Ensemble, pour un avenir radieux ».

Pourquoi pas partout ?

La réponse à cet énigme est un cocktail amer de manque d'éducation, d'opportunisme, et de dynasties politiques qui font passer *Dallas* pour ... un conte paisible pour enfants. Mais tout n'est pas perdu. Peut-être qu'un jour, le « modèle Maurice-Botswana » deviendra une franchise exportable. Imaginez : des leaders africains qui écoutent leur peuple plutôt que leur portefeuille. Oui, on peut rêver. Et en attendant, on continue d'assister à ce grand spectacle, quelque part entre *Les Guignols de l'Info* et une tragédie shakespearienne.

Une leçon d'humilité

Le Botswana et Maurice nous rappellent que, même sur un

continent où l'instabilité semble endémique, la démocratie peut être plus qu'un mot dans un discours ennuyeux de l'ONU. Ils montrent que, parfois, gouverner, c'est servir. Oui, servir. Pas régner pour se servir. Alors, chers dirigeants du reste du continent, prenez des notes. Parce que si vous continuez sur la voie de l'autoritarisme et de la corruption, il se pourrait bien qu'un jour, même vos électeurs lassés se tournent vers un autre modèle. Ou, pire, qu'ils ne se tournent plus vers rien du tout. L'indifférence citoyenne, ce poison silencieux, finira par tuer ce qu'il reste de démocratie, vous laissant seuls à régner sur des trônes vides, dans des palais d'illusions où même les échos de vos promesses creuses ne trouveront plus de résonance.

Et comme disais un sage mauricien : « Gouverner, c'est comme tenir un cerf-volant. Tirez trop fort, et il vous échappe. »

Voilà une vérité que beaucoup feraient bien d'apprendre avant que le vent du changement ait une autre direction.

A la semaine prochaine. ■

Par Oumar Kateb Yacine,
analyste-consultant
géopolitique



La Cagf en assemblée élective le 18 janvier 2025 à Paris

La Cagf (Coordination des Associations guinéennes de France) organise son assemblée générale élective le samedi 18 janvier 2025 de 13h à 18h, à Ageca sis au 177 Rue Charonne, 75011, à Paris.

Cette assemblée générale ordinaire est l'occasion pour les membres de la Cagf de faire le point sur leurs activités, présenter les rapports d'activités, discuter des projets à venir, prendre des décisions importantes pour l'avenir de l'organisation et élire les membres du conseil d'administration et du bureau exécutif de la Cagf.

Le président de la Cagf, Daouda Conté, demande à celles et à ceux qui souhaitent apporter leur expertise, leurs expériences et leurs énergies, d'échan-

ger, proposer des idées et contribuer à l'évolution de la CAGF en tant qu'actrice et acteur de la réussite commune.

L'annonce du communiqué de la Cagf, à propos de la tenue de son assemblée générale ordinaire 2025, rappelle aux futurs

volontaires et contributeurs que « c'est le moment idéal pour (s') impliquer activement dans la vie de l'association ».

« Votre participation est cruciale pour faire avancer nos projets et prendre des décisions qui auront un impact direct sur notre avenir commun », convie le communiqué.

Sur cette base, un appel à candidatures est lancé pour les six postes à pourvoir au sein du conseil d'administration et du bureau exécutif de la Cagf.

Ce sont les postes de Président, Vice-président chargé des relations avec les institutions, Vice-président au co-développement, Vice-président à la solidarité, Secrétaire général et Trésorier.

Le deadline de dépôt des candidatures à election@cagf.fr est fixé au 6 décembre 2024.

La Cagf a été créée en 1998 pour être la faitière des organisations de la diaspora guinéenne de France forte de 85 000 membres, selon les statistiques de 2017. Elle bénéficie de la confiance des autorités guinéennes, françaises et des institutions internationales. Actuellement, la Cagf compte 180 associations membres.

En 26 ans d'activité, la Cagf a à son actif une centaine de projets sociaux et humanitaires, dont 13 projets co-financés et réalisés en Guinée. ■

Par Tidiane Diallo



Daouda Conté, président de la Cagf.

Pour optimiser le contrôle des frontières et la surveillance des voyageurs Les États-Unis équipent la Guinée



Selon M. Donovan Astwood (cinquième à partir de la gauche), attaché de sécurité à l'Ambassade des États-Unis d'Amérique à Conakry, « sur les 22 pays où le programme PISCES est actif, la Guinée est le premier pays au monde à recevoir les nouveaux équipements et logiciels PISCES X (10). (© DR)

Dans le cadre à la coopération bilatérale autour de la lutte contre le terrorisme, la Guinée vient de recevoir une aide en équipements de nouvelle génération pour « mieux traquer les terroristes et les criminels recherchés au niveau international, compiler et analyser les données migratoires et mieux sécuriser ses frontières ».

Une délégation de l'ambassade des États-Unis et l'équipe du programme PISCES ont annoncé, ce vendredi 22 novembre 2024, au cours de la cérémonie de remise officielle de nouveaux équipements de contrôle aéroportuaire, à l'aéroport international Ahmed Sékou Touré, le lancement d'une amélioration majeure de la sécurité à cet aéroport situé dans la capitale Conakry

et aux postes frontaliers du pays profond. Et pour cause?

« Le Département d'État américain a récemment approuvé 1,8 million de dollars pour financer un projet de l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) visant à installer des terminaux de contrôle MIDAS à six frontières terrestres en Guinée: Kourémalé, Pamelap, Boundou Fourdou, Sambailo, Kolenda et Kamsar ». L'objectif est d'optimi-

ser le contrôle des frontières et la surveillance des voyageurs.

Le programme PISCESX est un système informatisé de pointe de contrôle des frontières et des passagers qui permet de suivre en temps réel les criminels et les terroristes. Il a été installé pour la première fois en Guinée en 2016.

Selon M. Donovan Astwood, attaché de sécurité à l'Ambassade des États-Unis d'Amérique à Conakry, « sur les 22 pays où le programme PISCES est actif, la Guinée est le premier pays au monde à recevoir les nouveaux équipements et logiciels PISCES X (10). Grâce à l'équipe PISCES ici présente aujourd'hui, plus d'un million de dollars de nouveaux équipements ont été installés au Ministère de la Sécurité et à l'aéroport international de Conakry au cours des trois dernières semai-

nes. 130 officiers de police et d'immigration ont été formés à leur utilisation. La sécurisation et la gestion de nos frontières est une priorité absolue pour les États-Unis et la République de Guinée. »

Le contrôleur général de police, Djenaba Sory Camara, affirme que « le PISCES, développé avec le soutien du Département d'État des États-Unis, symbolise notre engagement à moderniser les outils de gestion des flux migratoires et à renforcer la sécurité nationale. La version PISCES 10 que nous inaugurons aujourd'hui, représente une avancée considérable qui intègre des technologies de pointe pour assurer une surveillance en temps réel, identifier les menaces potentielles, et synchroniser les données avec des systèmes internationaux tels que MIDAS et Interpol. La ges-

tion des migrations est un défi complexe qui exige une réponse coordonnée, intelligente et respectueuse des droits humains. Le PISCES 10 incarne cette approche équilibrée. Il ne s'agit pas seulement d'un outil technologique, mais d'un véritable atout stratégique pour notre pays. »

Le lancement de ce système, ouvre « une nouvelle page dans l'histoire de (la) gestion des frontières ». Il démontre aussi la qualité des relations entre la Guinée et les États-Unis et le dynamisme la coopération bilatérale dans la lutte contre le terrorisme et l'immigration illégale. ■

Par Racine Dieng

Tidiane Soumah met le 15e Festiraam sur orbite en avril 2025

Le Festiraam (Festival international des rythmes d'Afrique et des Antilles de Montréal) revient dès le premier semestre de l'année sur la planète de la musique, des grands concerts et événements les plus attendus 2025 au Canada avec les



Le guinéo-canadien Tidiane Soumah. (© Le Populaire)

productions Tidiane World Music. Ce sera la 15e édition de ce festival organisé sur les terres du Canada par le guinéo-canadien Tidiane Soumah, fondateur et dirigeant des productions Tidiane World Music.

La Guinée à l'honneur

L'événement est une édition «Spéciale Guinée». Sur son visuel, le festival présente des têtes d'affiche de renom comme la compagnie de danse et de

percussions créée à Paris en 1952 "Les Ballets Africains de Guinée" et la star planétaire du reggae Alpha Blondy.

Ou encore le surnommé Lionel Messi de la nouvelle génération des musiciens guinéens Azaya. Ces grosses pointures de la chanson africaine sont annoncées aux côtés de Jupiter et Sékouba Bambino Diabaté qui joue avec son orchestre le Bouré Band.

L'ouverture des concerts en salle est fixé au samedi 19 avril 2025.

L'ivoirien Alpha blondy sera accompagné des membres de son orchestre le Solar System pour le concert historique de Brigadier Sabary au titre sur la Can : Ayoka.

La fermeture du Festiraam sera l'occasion d'un concert en salle le dimanche 4 mai 2025. Ça promet. ■

Par Tidiane Diallo

Xi Jinping appelle à inaugurer les prochaines «50 années dorées» des relations entre la Chine et le Brésil

Brasilia, 20 novembre (Xinhua) -- La Chine est prête à s'associer au Brésil dans un esprit de persévérance et de dévouement pour construire une communauté de destin Chine-Brésil et inaugurer les prochaines «50 années dorées» des relations entre les deux pays, a déclaré mercredi le président chinois Xi Jinping.



Lula a souligné que le président Xi a donné l'exemple au monde entier en œuvrant pour le bien-être de sa population, en défendant l'équité et la justice sociales et en prônant la paix au lieu de la guerre, la coopération au lieu de la confrontation et la création au lieu de la destruction. (© Fournie)

Prenant la parole lors d'un grand banquet de bienvenue organisé par le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, dit Lula, à Brasilia, M. Xi a remercié son hôte, ainsi que le peuple brésilien, pour leur accueil chaleureux et amical, et a félicité le Brésil pour le développement remarquable

qu'il a réalisé sous la direction du président Lula.

Notant que les vastes océans qui séparent les deux pays n'ont jamais entravé leur compréhension mutuelle ni leur amitié, le président chinois a rappelé que les deux pays ont des caractéristiques distinctes, mais ont comme traits partagés

et aspirations communes de se mélanger harmonieusement avec l'ouverture, l'innovation, la diversité et l'unité.

M. Xi a ajouté que le président Lula ainsi que lui-même avaient annoncé élever les relations bilatérales au niveau d'une communauté de destin Chine-Brésil pour un monde plus juste et une planète plus durable, et ont assisté à la signature de documents de coopération alignant l'Initiative la Ceinture et la Route (ICR) sur les stratégies de développement du Brésil.

En regardant en arrière, les deux parties ont toutes les raisons d'être fières des succès obtenus dans leurs relations, et en regardant vers l'avenir, elles sont aussi confiantes que remplies d'attentes pour l'avenir brillant de leurs liens bilatéraux, a-t-il assuré.

Pour sa part, Lula a rappelé que le président Xi ainsi que lui-même dirigent respectivement les deux plus grands pays en développement de l'hémisphère oriental et de l'hémisphère occidental, et qu'ils sont tous deux très conscients des soucis de la population et déterminés à améliorer les moyens de subsistance et à éradiquer la pauvreté.

Il a exprimé sa profonde admiration pour les réalisations de la Chine en matière de développement sous la direction du président Xi, en particulier celle qui a permis à cent millions de personnes de sortir de la pauvreté.

Lula a souligné que le président Xi a donné l'exemple au monde entier en œuvrant pour le bien-être de sa population, en défendant l'équité et la justice sociales et en prônant la paix au lieu de la guerre, la coopération au lieu de la confrontation et la cré-

ation au lieu de la destruction. Depuis l'établissement des relations diplomatiques il y a un demi-siècle, les relations entre le Brésil et la Chine sont devenues un modèle de solidarité, de coopération, de bénéfice mutuel et de résultats gagnant-gagnant parmi les pays du Sud global, selon lui.

L'alignement des stratégies de développement entre le Brésil et la Chine contribuera à la prospérité commune des deux pays et démontrera au monde qu'ils peuvent parvenir au développement, à la revitalisation, à

l'équité et à la justice par leurs propres voies, a-t-il ajouté.

Le Brésil et la Chine défendent tous deux le multilatéralisme et prônent le règlement pacifique des différends, a affirmé Lula, ajoutant que leur coopération aura un impact significatif et de grande portée sur le monde.

Le Brésil se réjouit de travailler en étroite collaboration avec la Chine pour construire une communauté de destin entre les deux pays, a-t-il conclu. ■

Par Xinhua

Le Pr Madibgè Fofana s'en est allé



Le Professeur Madibgè Fofana a rendu l'âme le dimanche 17 novembre 2024. Au cours du symposium organisé jeudi, à l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry, il a été souligné que le Pr Madibgè Fofana, fut «Doyen de la Faculté

de médecine et pharmacie de 1986 à 1994 et ancien ministre de la santé publique».

Il a également représenté le peuple de Guinée à l'Assemblée nationale sous le régime du général Lansana Conté. ■



La 15e édition du concours Miss Guinée France a lieu, samedi 8 février 2025, au Centre événementiel sis au 7 boulevard Aristide Briand 92400 Courbevoie à Paris. Le concours de beauté destiné aux jeunes franco-guinéennes de 18 à 26 ans non mariée et sans enfant. (© Le Populaire)



Le triptyque art, mode, culture au cœur de l'élection Miss Guinée France 2025

L'Ajgf (Association des jeunes guinéens de France) organise l'édition 2025 du concours Miss Guinée France autour du triptyque *art, mode, culture*. C'est le thème retenu par le comité d'organisation pour cette édition qui met également en lumière la richesse créative des stylistes guinéens.

La date de la finale de la 15e édition du concours de beauté physique et intellectuelle des guinéennes de France est celle du samedi 8 février

2025 au Centre événementiel sis au 7 boulevard Aristide Briand 92400 Courbevoie à Paris. Les candidates au concours

qui se bousculent au portillon de l'Ajgf doivent être en mesure de favoriser la guinéenneté, le tourisme et le branding national. Le concours met au cœur de l'événement cette exaltation pour glorifier, vanter, commémorer, honorer et célébrer l'expression artistique, l'élégance et la diversité culturelle, éléments essentiels de l'identité guinéenne.

Le comité d'organisation entend donner carte blanche aux stylistes guinéens pour préva-

loir leur créativité dans la tradition et dans la modernité. En mettant en lumière les trésors naturels et culturels de l'artisanat *Made in Guinea*. Pour ainsi donner la latitude aux candidates originaires des quatre régions du pays d'incarner leur esthétique artificiel, leur prestance artistique, leur ravissement et leur charme.

Le tout couronné par leur beauté naturelle qui est le plus bel héritage de la Guinée.

L'élection de Miss Guinée Fran-

ce est l'événement le plus populaire organisé par l'Ajgf. Le concours de beauté destiné aux jeunes franco-guinéennes de 18 à 26 ans non mariée et sans enfant.

L'élue de chaque édition effectue un voyage dans son pays d'origine pour réaliser le projet humanitaire ou de développement de son choix. ■

Par Tidiane Diallo

LibreTribune

Un cri pour la Guinée : entre désillusion et résilience

Détenus depuis des mois dans un lieu obscur, tenu secret par Mamadi Doumbouya, despote drapé dans le mensonge et la trahison, le Raïs et le Sage du FNDC scrutent leur nation en ruine. Depuis leur geôle, leur regard est chargé de douleur et de colère, témoin d'une Guinée qui s'effondre



Sékou Koundouno, responsable des stratégies et planification du FNDC, membre du réseau Afrikki network

sous le poids de ses paradoxes. Ils nous observent, nous jugent, et s'interrogent : allons-nous rester spectateurs de cette descente aux enfers ?

La Guinée : terre des paradoxes et tombeau de ses braves

Voici une Guinée où les héros sont traqués, où les valeurs sont inversées, où la vérité, étouffée, ne se murmure que dans l'ombre. Trois ans ont suffi pour que la véritable nature

du CNRD éclate au grand jour. Ce régime n'est pas un espoir, mais une trahison. Une vaste supercherie. Les promesses de renouveau ont laissé place à une dictature brutale, marquée par l'arbitraire, la corruption, et la répression.

Chaque jour, les droits les plus fondamentaux sont piétinés. La presse bâillonnée. Les civils harcelés. Les opposants emprisonnés ou réduits au silence. Les ressources du pays sont pillées sous nos yeux. Cette Guinée, jadis pleine de promesses, est devenue un théâtre macabre où le mensonge règne et où la justice n'existe plus.

Un régime aux antipodes de l'espoir

Mamadi Doumbouya ne gouverne pas. Il confisque, il contrôle, il détruit. Son régime repose sur une toile toxique de clientélisme, de népotisme, et de favoritisme. Les richesses nationales ne servent plus la Guinée, elles nourrissent une élite vorace, composée de ministres corrompus et d'hommes d'affaires véreux. Le pays est à vendre. Les mar-

chés publics sont bradés comme de vulgaires marchandises. La Guinée a été transformée en une entreprise privée, où une poignée de complices se partagent les profits, laissant le peuple affamé, opprimé, et sans espoir.

Et comme si cela ne suffisait pas, le trafic international de drogue a infiltré les sommets de l'administration. La Guinée est devenue un repaire pour la pègre, et ce gouvernement en est le principal acteur. Cette réalité, sombre et glaçante, est la conséquence directe d'une gouvernance qui ne connaît ni morale, ni éthique.

Une nation au bord du gouffre, mais pas sans espoir

À ceux qui, malgré tout, continuent de lutter, qui refusent de courber l'échine face à cette tyrannie : vous êtes l'âme de ce pays. Votre combat est la seule lumière dans cette obscurité étouffante. Le peuple regrette amèrement d'avoir mis son destin entre les mains d'un homme qui n'a fait que trahir sa promesse de transition.

Mais ces regrets ne doivent pas devenir résignation. De cette douleur naîtra une révolte. De ces cendres peut surgir une nation nouvelle, si nous avons le courage de la construire.

Un appel à l'unité et à l'action

Ce régime n'est pas une fatalité. La Guinée n'est pas condamnée. Nous avons le pouvoir d'agir. Ensemble, nous pouvons arracher ce pays des griffes de l'oppression et du chaos. Ne soyons plus des témoins silencieux. Ne laissons plus les prédateurs festoyer sur les ruines de notre avenir.

Que Dieu Tout-Puissant entende nos prières et soutienne cette lutte noble et juste. La Guinée est notre héritage, notre maison, notre raison de nous battre. Le temps de l'inaction est révolu. Relevons-nous, unis et déterminés, pour une Guinée forte, libre et juste. ■

Par Sékou Koundouno, responsable des stratégies et planification du FNDC, membre du réseau Afrikki network

Sagesse

1 Apprendre n'est pas obligatoire ... ni la survie.
Edwards Deming

2 Apprenez à réparer le système, au lieu de fixer des symptômes.
Niels Pflaeging

3 Masaaki Imai
Au lieu de cacher votre culture, changez-la.
Richard Sheridan

4 Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois.
Aucun de nous ne sait ce que nous savons tous, ensemble.
Euripide

Dr David Makongo, semeur de paix à travers la Guinée

Le philanthrope, négociateur, consultant politique et juridique en mines, pétrole et gaz, Dr David Makongo fait l'actualité en matière de promotion de la paix et du vivre-ensemble sous le leadership du général Mamadi Doumbouya.

Aux côtés des jeunes

Il est président du conseil d'administration de Fako Mining & Management (FAKOMM) LLC. L'entrepreneur minier et consultant est très populaire auprès des jeunes pour les initiatives de sa fondation MAFAC (Makongo Family Charity) et à cause du fait qu'il œuvre non seulement dans la charité en soutenant les orphelinats, les écoles et les communautés impactées par



L'entrepreneur minier et consultant est très populaire auprès des jeunes guinéens. (© Le Populaire)

l'exploitation minière, mais aussi et surtout en semant la paix et la quiétude sociale à travers les quatre régions naturelles du pays.

Pour semer la paix et faire la promotion du Vivre ensemble, le bon samaritain et homme d'affaires formé aux Etats-Unis ne lésine pas sur les moyens.

Tenez !

Le samedi 16 novembre 2024 dans la cité industrielle de Kamsar, région de Boké, il a soutenu et accompagné la réalisation de l'initiative de la jeunesse de la Basse Côte de rendre « *hommage au Général Mamadi Doumbouya, Président de la République, pour ses efforts en faveur de la stabilité et de la continuité dans le pays* ».

Dans la capitale Conakry et en Haute Guinée, la fondation MAFAC épaulé les faiseurs de paix dans leurs activités.

Et quand on lui demande ce qu'il retient de l'impact de cet investissement humanitaire, Dr David Makongo explique que la paix est un levier incontournable du développement social et économique. La promotion de la paix en Guinée, passe par le

rassemblement de l'ensemble de la jeunesse autour des valeurs de fraternité et d'unité nationale.

Son soutien au Général Mamadi Doumbouya est connu de tous. Le jeudi 11 septembre 2024, il a été à l'accueil du chef de l'Etat qui rentrait de la 9ème édition du forum sur la coopération sino-africaine.

Dr David Makongo est aussi un écrivain. Il est l'auteur du livre *David bat Goliath*, disponible en version papier et numérique chez *L'Harmattan-Guinée*.

Il prépare la sortie officielle d'un autre livre intitulé: *Le Président Mamadi Doumbouya, le devoir d'un libérateur panafricain engagé*. ■

Par Diallo Alpha

Miss GUINÉE — FRANCE —

15^{ème} édition

08 FÉVRIER 2025

7BD ARISTIDE BRIAND
92400 COURBEVOIE

Billetterie Ouverte

40 € Standard 60 € VIP

SCAN ET OBTIENS TON TICKET

+33 7 83 43 95 56

bureau@ajgf.org



Libre Tribune / Par Oleg Nesterenko, Président du CCIE www.c-cie.eu

Le Royaume-Uni et ses crimes contre l'humanité à travers l'histoire

Plus personne n'ignore le rôle macabre que le Royaume-Uni joue dans les événements tragiques qui ont lieu en Ukraine.

Fin novembre 2023, David Arakhamia, qui n'est personne d'autre que le chef de la fraction parlementaire du parti de V. Zelensky « Serviteur du Peuple », a évoqué dans une interview accordée à la chaîne de télévision ukrainienne « 1+1 » les circonstances des négociations entre la Russie et l'Ukraine qui ont eu lieu à Istanbul en mars-mai 2022 et dont il était à la tête de la délégation ukrainienne. Arakhamia se souvient de la position des Russes à l'époque : « Ils ont espéré presque jusqu'au dernier moment que nous allions accepter la neutralité. Cela était leur objectif principal. Ils étaient prêts à terminer la guerre si nous prenions la



Vasiliy Nebenzia, représentant permanent de la Fédération de Russie à la réunion du conseil de sécurité de l'ONU sur l'Ukraine (© Fourmie)

neutralité - comme la Finlande autre fois - et si nous prenions des obligations de ne pas entrer dans l'OTAN ».

En parlant des raisons de l'annulation de l'accord il n'en a évoqué qu'une seule sérieuse - la visite du premier ministre britannique Boris Johnson à Kiev, le 15 novembre 2022 : « ...Boris Johnson est venu à Kiev et a dit que « nous ne signerons rien du tout avec eux. Nous allons, tout simplement, faire la guerre ».

Il est à noter que le parlementaire n'a pas prononcé un seul mot concernant Boutcha. Et, rappelons-nous, l'unique version officielle de Kiev et du camp « atlantiste » de l'époque de la raison de l'arrêt des pourparlers avec les Russes et de l'annulation de l'accord d'Istanbul était le prétendu « massacre de la population civile perpétré par des troupes russes à Boutcha ».

Suite à la page 11

620 832 972 / 655 400 400
Améliorant Pour La Panification

Suite de la page 10

Ce bras droit de Zelensky termine son interview avec la grande fierté d'avoir dupé la délégation russe : « Nous avons accompli notre mission de faire trainer les choses avec la note 8 sur 10. Ils se sont [les russes] décontractés, sont partis - et nous avons pris la direction de la solution militaire ».

Cette révélation a fait découvrir au grand public ukrainien stupéfait la réalité de la guerre qui aurait pu aisément être arrêtée à ses débuts et que ce n'est qu'à l'initiative directe de l'Occident collectif via son émissaire Boris Johnson qu'elle a été relancée d'une manière forcée et a eu comme conséquences des centaines de milliers de morts ukrainiens et encore davantage de blessés graves et de mutilés, ainsi que la destruction quasi totale de l'économie et des infrastructures du pays ce qui prendra des décennies pour se remettre et revenir au niveau d'avant-guerre qui était déjà tout à fait déplorable.

Allocution du représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU

Ayant actuellement la présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU, le Royaume-Uni a organisé, le 18 novembre 2024, une réunion sur l'Ukraine dédiée à 1000 jours depuis « l'agression de l'Ukraine par la Russie ».

Il y a beaucoup à dire sur les donneurs de leçon sur « la paix, la démocratie et les droits de l'homme » produite par les représentants de l'île britannique. Cela étant, dans ces pages je me limiterai qu'à l'exposition de la traduction intégrale de l'allocution de monsieur Vassily Nebenzia, représentant permanent de la Fédération de Russie à la réunion du conseil de sécurité de l'ONU sur l'Ukraine, qui expose précisément avec qui nous avons affaire, quand on parle de la couronne britannique, et je ne rajouterai que quelques faits supplémentaires pour compléter la vision de la réalité souvent méconnue par un grand nombre de lecteurs : « Monsieur le Président,

Il y a un certain symbolisme dans le fait que ce sont nos collègues britanniques, qui présideront le Conseil de sécurité ce mois-ci, qui ont insisté pour que la réunion d'aujourd'hui coïncide avec 1 000 jours depuis que la crise ukrainienne est entrée dans une phase chaude. Nous avons, une fois de plus, eu une excellente occasion de nous assurer que, pour vous et vos collègues, il ne s'agit que d'un prétexte médiatique accrocheur pour diffamer la Russie, en y accrochant ces étiquettes éculées qui, comme on pouvait s'y attendre, abondaient dans les discours des membres occidentaux du Conseil. Et dans votre pays - la Grande-Bretagne - la russophobie a longtemps été élevée au rang de politique d'État, bien avant février 2022.

Permettez-moi de vous rappeler qu'en préparant la réunion d'aujourd'hui, vous avez manqué une autre opportunité mé-

diatique, bien plus importante dans le contexte de la crise ukrainienne que la date que vous avez choisie. Vendredi dernier, le 15 novembre, cela faisait exactement 950 jours depuis la visite de l'ancien chef du gouvernement britannique Boris Johnson à Kiev, lorsque, comme nous le savons tous avec certitude, il avait dissuadé le chef du régime de Kiev de signer un accord de paix avec la Russie, paraphée à Istanbul, qui mettrait un terme aux hostilités. Nous en étions alors très proches. En signe de bonne volonté, la Russie a même retiré ses troupes du nord de l'Ukraine, notamment à proximité immédiate de Kiev.

En d'autres termes, 50 jours après le début de notre opération militaire spéciale, alors que les pertes dans les rangs des forces armées ukrainiennes n'étaient pas si importantes, les opérations militaires avaient toutes les chances de prendre fin, sans l'intervention du Premier ministre britannique, qui a convaincu Zelensky qu'il devait continuer à se battre et qu'avec l'aide et le soutien des pays occidentaux, il pourrait bien infliger à la Russie une défaite stratégique, ce qui intéressait précisément le Premier ministre britannique et ses complices occidentaux. Et pour expliquer d'une manière ou d'une autre un tel tournant de l'opinion publique ukrainienne et mondiale, avec la participation directe des services de renseignement britanniques et des médias, une provocation absolument maladroite a été concoctée à Bucha, où, après le retrait de l'armée russe, des cadavres de personnes ont été amenés et étalés dans les rues, dont personne n'a pris la peine d'expliquer l'origine et la véritable cause du décès, malgré nos requêtes répétées.

De manière générale, il s'avère que la Grande-Bretagne a poussé le régime de Kiev vers une défaite inévitable, provoquant son choix en faveur de la poursuite de la confrontation avec la Russie. Je pense qu'en Ukraine, ils n'oublieront pas longtemps que c'est grâce aux actions de votre pays que cet État se trouve aujourd'hui dans une situation économique terrible, a perdu la majeure partie de son armée et de son équipement militaire, et a également perdu au moins quatre régions, en plus de celle qui a été libérée en 2014 de la Crimée ukrainienne.

Les Ukrainiens ont depuis longtemps cessé de vouloir se battre, l'armée ukrainienne a oublié depuis deux ans ce que sont les volontaires et le régime de Kiev, ayant empêché les hommes de quitter le pays, attrape aujourd'hui dans les rues les réfractaires, y compris en utilisant des armes à feu, et les envoi de force vers le hachoir à viande inutile et pratiquement sans préparation. Le front oriental des forces armées ukrainiennes dans le Donbass s'effondre sous nos yeux - Vous êtes bien conscient du rythme d'avancée de notre armée, et le régime de Zelensky, essayant de maintenir le soutien de l'Occident, a fait une incursion absolument insensée dans la région de Kursk et a tenté de s'emparer et d'exploser la

centrale nucléaire de Kursk, ce qui a coûté aux forces armées plusieurs dizaines de milliers de soldats bien entraînés. Cette aventure a été une erreur fatale et n'a fait qu'accélérer l'inévitable future défaite de l'Ukraine sur le champ de bataille, qu'aucune nouvelle arme occidentale ne pourra l'aider à éviter.

Les initiateurs de la réunion d'aujourd'hui devraient, par souci de transparence, partager avec nous les fabuleux bénéfices financiers que la Grande-Bretagne a reçus pendant près de trois ans de soutien militaire à l'Ukraine, comment vos sociétés d'armement se sont enrichies grâce au sang et aux tragédies des Ukrainiens ordinaires, et comment votre ministère de la Défense a réussi à se débarrasser de vieux équipements militaires en le vendant à des prix faramineux à l'Ukraine en guerre, au lieu de dépenser des sommes considérables pour les recycler. Il serait également intéressant de parler de la corruption qui accompagne ces processus, dont on ne peut que deviner l'ampleur. Ainsi, comme l'écrivent les médias ukrainiens eux-mêmes, après la victoire de Donald Trump aux élections américaines, la panique s'est installée au sein de l'élite ukrainienne, non seulement parce que les États-Unis pourraient reconsidérer leur aide à l'Ukraine, mais parce que les nouvelles autorités pourraient vouloir gérer tout cet argent qui était envoyé en Ukraine et procéder à un audit comptable complet de l'aide déjà fournie. Ce scénario, comme le notent unanimement les experts ukrainiens, est bien le plus terrible pour Zelensky, car une partie importante de l'aide est simplement volée et appropriée par le président ukrainien périmé et son entourage.

Si l'on considère que le volume de l'aide militaire de la Grande-Bretagne à la junte de Kiev depuis février 2022 s'élève à lui seul à 9,7 milliards de dollars américains, votre pays apporte sans aucun doute également sa contribution à la croissance de la corruption en Ukraine. Certes, il est peu probable que nous attendions des enquêtes pertinentes de la part des autorités britanniques, car dans de tels cas, comme nous le savons, le plus important pour les enquêteurs c'est de ne pas trouver des coupables chez eux.

Monsieur le Président, en fait, pour ceux qui connaissent l'histoire du Royaume-Uni, ses

nombreuses années d'intervention en Ukraine, qui ont abouti aux actions mentionnées ci-dessus, ne constituent nullement une révélation. Après tout, le Royaume-Uni se moque profondément de ses voisins, provoquant la discorde entre les États et les peuples, puis soutenant certains d'entre eux contre d'autres, avec enthousiasme et le savoir-faire acquis dans ce domaine depuis des siècles - toutes vos anciennes colonies peuvent en parler avec des couleurs vives. Soit dit en passant, sur les 193 membres actuels de l'ONU, seuls 22 États peuvent se vanter que leur territoire n'a jamais été envahi ni combattu par la Grande-Bretagne. Notre pays ne fait pas exception à la règle : la dernière invasion de ce type a été l'intervention britannique après les événements révolutionnaires de 1917, lorsque divers prédateurs et vautours ont tenté de mettre la Russie en pièces.

Mais nous avons survécu, nous en sommes sortis, sommes devenus plus forts et sommes désormais contraints de lutter contre une nouvelle intervention par procuration des membres de l'OTAN luttant contre la Russie en Ukraine, y compris la Grande-Bretagne. C'est ainsi que l'on peut percevoir non seulement l'injection continue d'armes dans le régime de Kiev et son alimentation en données de renseignement, mais aussi la présence d'instructeurs et de mercenaires britanniques, dont des centaines ont déjà été éliminés, ainsi que les tentatives de spécialistes britanniques de créer la production de drones, de missiles et de bateaux sans pilote en Ukraine. Nous comprenons qu'au XXIe siècle, il est difficile de laisser l'Ukraine et la Russie tranquille, car les gènes des colonialistes qui, pendant des siècles, ont semé le chaos en Asie, en Afrique et en Europe, font des ravages. Nous savons tous que l'Empire britannique a réprimé brutalement et cyniquement la résistance de ses colonies pendant 250 ans, recourant à l'assimilation forcée et à la discrimination raciale, oubliant les valeurs humaines simples et les droits des peuples sous sa domination. Ce sont les populations civiles des pays colonisés qui ont payé de leur vie et de leur liberté les ambitions impériales de la métropole.

Il suffit de rappeler le nettoyage ethnique en Irlande, alors que sur une population de plus de 1,5 millions d'habitants, il n'en restait plus que 850.000 après la conquête britannique. Et pendant la Seconde Guerre des Boers, au tournant des XIXe et XXe siècles, ce sont les Britanniques qui furent les premiers à inventer les camps de concentration et à y rassembler la population civile pour qu'elle n'aide pas l'armée des Boers. On ne sait pas combien de personnes sont mortes à cette époque, car les Britanniques ne considéraient pas la population indigène d'Afrique comme un peuple et, en principe, n'avaient pas documenté les pertes parmi les Africains. Bien que l'on sache qu'au Kenya, après le soulèvement de Mao-Mao, les Britanniques ont mené des répressions massives, assassinant environ 300.000 représen-

tants de cette nation et chassant encore un million et demi de personnes dans des camps et en les transformant en esclaves. Et en Inde, qui a subi d'énormes dégâts pendant la période de domination britannique, entre 15 et 29 millions de personnes ont été victimes de la famine provoquée par la seule Grande-Bretagne.

Les conséquences des actions des anciens colonialistes se font encore sentir dans le monde moderne. Et bien que les empires coloniaux appartiennent formellement au passé, les anciennes méthodes - pression, manipulation et ingérence dans les affaires souveraines - continuent d'être utilisées sous de nouvelles formes. Non seulement la Grande-Bretagne n'est pas ici une exception, mais plutôt un « créateur de tendances » et, malgré tout, elle connaît des douleurs fantômes pour un empire sur lequel « le soleil ne s'est jamais couché », nostalgique de la domination mondiale perdue, recourt au chantage et aux sanctions, en collaboration avec des partisans partageant les mêmes idées. Les Franco-Saxons sont engagés dans le renversement de gouvernements indésirables par le biais de « révolutions de couleur », dont l'une des victimes fut l'Ukraine en 2014.

Nous disons tout cela pour souligner qu'il n'y a pas et ne peut pas y avoir de droit moral de blâmer ou de reprocher quoi que ce soit à notre pays, qui s'est donné pour mission de se débarrasser du « nid de frelons » nationaliste et néo-nazi que vous nourrissez à nos frontières. Jusqu'à ce que ces menaces, y compris l'absorption de l'Ukraine par l'OTAN, soient éliminées, jusqu'à ce que cesse la discrimination contre la population russophone basée sur la langue, la foi, l'histoire, jusqu'à ce que l'Ukraine cesse de blanchir et de glorifier les complices d'Hitler - notre opération spéciale se poursuivra. Ces objectifs seront atteints dans tous les cas, diplomatiquement ou militairement, quels que soient les plans et projets de « paix » développés en Occident dans le but de sauver l'acteur du divertissement Zelensky et sa clique. Et indépendamment de la frénésie militariste de l'administration démocratique qui, après avoir lamentablement perdu les élections présidentielles et perdu la confiance de la majeure partie de sa propre population, est, selon les médias, en train de délivrer des « autorisations » suicidaires au régime Zelensky d'utiliser des armes à longue portée pour frapper en profondeur le territoire russe. Peut-être que Joe Biden lui-même, pour de nombreuses raisons, n'a rien à perdre, mais la myopie des dirigeants britanniques et français, qui se précipitent pour jouer le jeu de l'administration sortante et entraînent non seulement leurs pays, mais aussi l'ensemble du pays de l'Europe vers une escalade à grande échelle aux conséquences extrêmement graves, est frappant. C'est exactement ce à quoi nos anciens « partenaires » occidentaux feraient bien de réfléchir avant qu'il ne soit trop tard.

Suite à la page 12



Oleg Nesterenko
Président du CCIE
www.c-cie.eu
(Ancien directeur de l'Institut International de la Reconstruction Anthropologique, ancien directeur de l'MBA)

Suite de la page 11

Ceux qui ont récemment parlé d'une sorte de « gel » du front et de divers projets similaires aux « accords de Minsk » rejetés à un moment donné par l'Ukraine et ses patrons occidentaux devraient également s'en souvenir. Ne perdez pas de temps, nous n'avons plus aucune confiance en vous et nous nous contenterons que d'une solution qui éliminera les causes profondes de la crise ukrainienne et ne permettra pas qu'une telle situation se reproduise. Et nous vous conseillons d'oublier les tentatives visant à vaincre la Russie sur le champ de bataille. L'Europe a essayé de le faire à plusieurs reprises, et on sait comment cela a abouti à chaque fois. Merci de votre attention. »

Le supplément de la réalité sur la grande « démocratie » Britannique : le cannibalisme à l'occidental

En exposant la véritable nature profondément sordide et sanguinaire de la couronne britannique (à ne pas confondre la couronne et son appareil exécutif avec le peuple), il est à souligner que le représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU a fait une remarquable preuve d'amabilité et de retenue en décrivant les « exploits » du pouvoir britannique à travers l'histoire et jusqu'à ce jour.

Notamment, en parlant des 15-29 millions de morts dus à la famine orchestrée par les Britanniques en Inde, considéré en tant que « joyau de la Couronne » britannique, il n'a pas précisé que selon les études historiques les plus sérieuses, la colonisation britannique de l'Inde a causé en tout non pas 29 millions, mais dans les 165 millions de morts Indiens tant par la famine que par les conditions de travail comparables à celles des esclaves en faveur de l'île britannique. Ne serait-ce qu'entre 1875 et 1900, environ 26 millions de personnes y ont été mis à mort.

Lorsque les statistiques dignes de ce nom sont apparues, l'espérance de vie en Inde en 1911 n'était que de 22 ans. Cependant, l'indicateur le plus éloquent était l'accessibilité des céréales alimentaires. Si en 1900, la consommation annuelle par habitant était de 200kg, à la veille de la Seconde guerre mondiale elle était déjà de 157kg. En 1946, elle est tombée encore plus - à 137 kg/hab. Soit, proportionnellement, le petit-fils a mangé 1,5-2 fois moins que son grand-père à l'époque.

Winston Churchill, le grand démocrate et combattant pour la liberté face à l'obscurantisme, disait : « Je hais les Indiens! Ce sont des gens semblables à des bêtes avec une religion bestiale. La famine - c'est leur propre

faute, car ils se reproduisent comme des lapins! »

Cependant, les lapins ne sont pas à blâmer : la famine en Inde était due quasi exclusivement au fait qu'en près de 200 ans de sa présence parasitaire en Inde, la « Grande » Bretagne a pompé du territoire occupé l'équivalent de 200 billions de dollars d'aujourd'hui. Pour apprécier la démesure de cette exploitation, il suffit de se rappeler, par exemple, le PIB des Etats-Unis d'Amérique qui en 2023 était de 27,36 billions de dollars.

Le représentant de la Russie à l'ONU, n'a pas mentionné non plus l'un des plus importants génocides dans l'histoire de l'humanité, directement organisé par la couronne britannique. Celui des Chinois au 19^{ème} siècle.

À la suite des deux « guerres de l'opium » menées par la Grande Bretagne (appuyées par la France), dont l'une des principales raisons était le déséquilibre de la balance commerciale en faveur de la Chine, le 25 octobre 1860, le traité de Pékin a été signé par le gouvernement Qing en défaite. Hormis un grand nombre de concessions en faveur des Britanniques, dont l'expropriation de Hong-Kong, c'est, surtout, l'ouverture du marché chinois à la production occidentale qui a eu lieu. La marchandise qui pouvait égaliser la balance commerciale, apportant au passage de faramineux profits financiers aux britanniques, était l'opium. Ainsi, le flux constant de quantités gigantesques d'opium vendu par les Britanniques en Chine, via la porte d'entrée qui est devenue Hong-Kong, a été mis en place et a conduit vers une propagation sans égale de la toxicomanie parmi les populations. La propagation qui a directement mené vers une gravissime dégradation de l'état de santé de la nation chinoise et vers l'extinction massive de la population. Il est difficile de quantifier précisément le nombre de morts causés par les dealers de drogues en faveur de la couronne britannique : selon les diverses études il se situe entre 20 et 100 millions de victimes.

Lors de la réunion au conseil de sécurité de l'ONU, Vasiliy Nebenzia n'a pas mentionné non plus la grande famine organisée en 1943 par la couronne britannique au Bengale. Au cours des sept premiers mois de 1943, 80.000 tonnes de céréales alimentaires ont été exportées du Bengale déjà affamé. Les autorités britanniques, craignant l'invasion japonaise, ont utilisé la tactique de la terre brûlée, en ayant pas le moindre scrupule vis-à-vis des populations locales laissées d'une manière préméditée à la mort certaine de faim. Non seulement la nourriture a été volée, mais également tous les bateaux capables de transporter

plus de 10 personnes (66 500 navires au total) ont été confisqués, ce qui a mis à mort la pêche locale, ainsi que le système de transport par voie navigable que les bengalis utilisaient pour livrer de la nourriture. Une fois de plus, les chiffres précis de la politique britannique au Bengale sont inconnus - le nombre de morts de faim est estimé de 0,8 à 3,8 millions de personnes.

Certains chercheurs indépendants estiment que même le nombre proche de 4 millions de morts qui vient des sources britanniques est inférieur à la réalité.

Par ailleurs, les débuts du supplice du Bengale sous l'occupation britannique ne date guère de 1943. Déjà en 1770, lors d'une sécheresse qui a tué environ un tiers de la population du Bengale - près de 10 millions de personnes - la Compagnie britannique des Indes orientales qui a occupé le pays pendant cinq ans, n'a jamais envisagé de prendre la moindre mesure pour contrer la tragédie qui s'est déroulée sous ses yeux. Bien au contraire : pendant cette famine qui fait partie des plus importantes dans l'histoire de l'humanité, les fonctionnaires britanniques coloniaux sur place faisaient des rapports de bonheur et de satisfaction à leurs supérieurs à Londres sur l'augmentation de leurs revenus financiers grâce au commerce et à l'exportation de produits alimentaires depuis le Bengale.

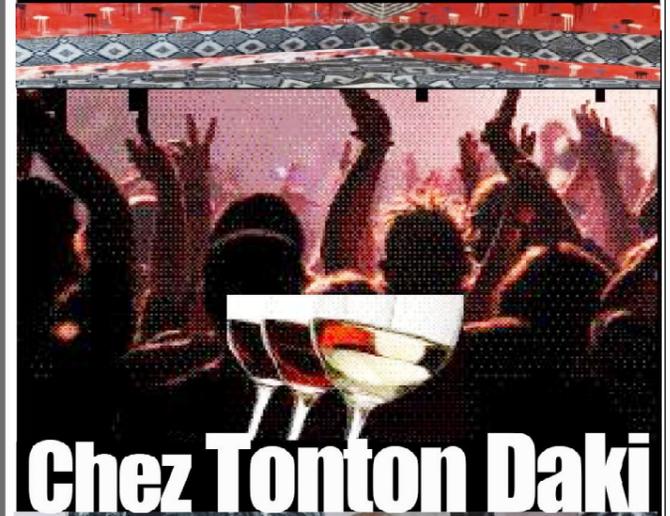
Un grand nombre de crimes contre l'humanité perpétrés pas la couronne britannique à travers l'histoire ne sont pas comptabilisés sur ses pages qui ne recensent qu'une partie de ces derniers et qui n'ont eu lieu qu'avant la fin de la seconde guerre mondiale.

Il faut bien plus de pages pour décrire toutes les atrocités, y compris celles dès 1946 et à ce jour, commises par Londres vis-à-vis de tant de peuples sous le mode opératoire et la devise principale « diviser pour régner et tirer les profits », dont la dernière en date est sa participation directe et majeure dans la mise en place des éléments menant au déclenchement inévitable de la guerre sur le territoire de l'Ukraine et à la pérennisation du conflit qui a déjà causé plus d'un million de morts, de mutilés et de blessés parmi les deux peuples-frères pour la plus grande satisfaction et profit des tireurs de ficelles Anglo-saxons qui agissent en bande organisée de pyromanes mettant le monde à feu et à sang et en donnant au passage des leçons sur la paix, la démocratie, la liberté et les droits de l'homme. ■

Par Oleg Nesterenko
Président du CCIE (Ancien directeur de l'Institut International de la Reconstruction Anthropologique, ancien directeur de l'MBA)

Bar Plein-Air

Un cadre idéal pour les grandes retrouvailles



Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tél: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

📌 Youscribe

<https://www.youscribe.com> > lepopulaireconakry

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Pour la tenue des Assemblées annuelles de 2025 à Abidjan La Côte d'Ivoire et la Banque africaine de développement signent un accord

Abidjan, le 21 novembre 2024 - Le gouvernement de la Côte d'Ivoire et la Banque africaine de développement ont signé, mercredi 20 novembre 2024, un protocole d'accord pour accueillir les Assemblées annuelles 2025 du Groupe de la Banque à Abidjan, siège de l'institution.

Les Assemblées se tiennent chaque année sur la base d'une rotation entre les pays membres. Lors des dernières réunions organisées à Nairobi, au Kenya, en mai dernier, le Conseil des gouverneurs avait adoubé la proposition de la Côte d'Ivoire d'accueillir l'événement en 2025.

L'événement, qui couvre à la fois la 60e Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement et la 50e Assemblée du Fonds africain de développement, le guichet concessionnel du Groupe pour les pays à faible revenu, se tiendra du 26 au 30 mai 2025.

Le protocole d'accord définit le cadre juridique et organisationnel des prochaines Assemblées annuelles et marque une étape importante dans ses préparatifs. Il a été signé, par Nialé Kaba, ministre de l'Économie, du Plan et du Développement, et gouverneur de la Banque pour la Côte d'Ivoire et, par Vincent O. Nmehielle, secrétaire général du Groupe de la Banque africaine de développement.

« La réussite des Assemblées annuelles 2025 exige la mobilisation de tous les acteurs politiques, économiques, sociaux et institutionnels. À cet effet, nous nous engageons, à travers ce protocole, à offrir un cadre organisationnel exemplaire qui reflète non seulement l'hospitalité légendaire de notre pays, mais également la promotion des valeurs de coopération et d'unité africaine », a déclaré Mme Kaba.

« Je suis particulièrement heureux de constater qu'à la suite de la première mission préparatoire qui a eu lieu du 17 au 20 septembre 2024, nos équipes ont réussi à produire un protocole d'accord de haute facture dans les délais impartis. J'aimerais saisir l'occasion pour féliciter les différents groupes de travail pour ce résultat, mais également les encourager à continuer dans cette lancée », a souligné M. Nmehielle.

Il a également salué et remercié, au nom du président du Groupe de la Banque, M. Akinwumi Adesina les autorités ivoi-



L'édition 2025 se déroulera dans un contexte très singulier car elle sera marquée par l'élection d'un nouveau président du Groupe de la Banque en remplacement de M. Adesina qui termine son deuxième et dernier mandat. (© DR)

riennes pour leur soutien constant à la Banque.

Les Assemblées annuelles constituent l'événement statutaire le plus important du Groupe de la Banque africaine de développement. Elles permettent aux Conseils des gouverneurs, représentant les 81 pays membres du Groupe de la Banque, et à la direction de passer en revue les activités de l'institution au cours de l'année précédente et d'adopter des résolutions sur des décisions clés visant à faire avancer les programmes de développement en Afrique.

Pour la ministre, « ces Assemblées ne sont pas seulement une occasion de dresser le bilan des réalisations et des défis économiques de l'Afrique, mais

elles constituent également une plateforme stratégique pour dessiner les contours du développement de notre continent dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques et des mutations socio-économiques ».

L'édition 2025 se déroulera dans un contexte très singulier car elle sera marquée par l'élection d'un nouveau président du Groupe de la Banque en remplacement de M. Adesina qui termine son deuxième et dernier mandat.

Le 29 mai 2025, le Conseil des gouverneurs, aura la lourde tâche d'élire le prochain président du Groupe de la Banque pour un mandat de cinq ans, renouvelable une seule fois. « Étant donné le caractère éminem-

ment politique de ce processus, nous devons nous attendre à une forte participation », a souligné le secrétaire général de la Banque.

Les Assemblées annuelles attirent chaque année plus de 3000 délégués, parmi lesquels des gouverneurs et administrateurs de l'institution, des représentants des partenaires du développement, des philanthropes, des institutions universitaires et de recherche, des responsables du secteur privé, des acteurs de la société civile, des médias ainsi que les membres de la direction et le personnel de la Banque.

Pour le secrétaire général, organiser les Assemblées annuelles à Abidjan comprend de nombreux avantages : « Abidjan est

notre port d'attache [et] y organiser les Assemblées sera comme jouer un match à domicile. La dernière Coupe d'Afrique des nations de football nous a appris que cela pouvait constituer une source de motivation et de détermination », a-t-il dit, en référence au sacre des Éléphants, l'équipe nationale de football de Côte d'Ivoire lors de la dernière CAN organisée à domicile.

« Deuxièmement, Abidjan offre des infrastructures et facilités ainsi qu'un personnel qualifié pour accueillir de grands événements. Et troisièmement, la Banque a toujours bénéficié de la coopération franche et entière de la Côte d'Ivoire à chaque fois que cette dernière a accueilli les Assemblées annuelles », a conclu M. Nmehielle.

La ministre a exhorté toutes les parties prenantes à unir leurs efforts en vue de la réussite totale de l'événement, « non seulement pour la Côte d'Ivoire, mais aussi pour l'ensemble du continent africain ».

La Côte d'Ivoire est un membre clé du Groupe de la Banque africaine de développement. Depuis 2015, le soutien du Groupe de la Banque au pays a été multiplié par plus de cinq, passant de 460 millions de dollars en 2015 à 3,1 milliards de dollars en 2023.

Ses investissements couvrent divers secteurs : transports, énergie, agriculture, santé, éducation, eau et assainissement, gouvernance, technologies de l'information et de la communication, industrialisation, climat, développement des compétences, entre autres. ■

Source : ADB



Les Assemblées annuelles attirent chaque année plus de 3000 délégués, parmi lesquels des gouverneurs et administrateurs de l'institution, des représentants des partenaires du développement, des philanthropes, des institutions universitaires et de recherche, des responsables du secteur privé, des acteurs de la société civile, des médias ainsi que les membres de la direction et le personnel de la Banque. (© DR)

Carburant

Comment la première fortune du Nigeria se bat contre la « mafia du pétrole » ?

La production de carburant de la raffinerie de pétrole ultramoderne du magnat des affaires nigérian Aliko Dangote, dont la fortune est estimée à 20 milliards de dollars (15,5 milliards de livres sterling), devrait être l'une des meilleures nouvelles commerciales que le Nigeria ait connues depuis des années.

Mais de nombreux Nigériens jugeront son succès sur deux questions clés : la disponibilité de l'essence à un moindre coût ? Désolé, mais probablement non, à moins que le prix international du brut ne baisse. Et devrai-je encore passer des heures à regarder mes cheveux grisonner dans une file d'attente de carburant induisant de l'hypertension ?

Espérons que cette époque est révolue, mais cela pourrait dépendre en partie du comportement de ce que M. Dangote appelle « la mafia du pétrole ». Pendant une grande partie du temps depuis la première découverte au Nigeria en 1956, le secteur pétrolier en aval, qui comprend l'étape où le brut est raffiné en essence et en d'autres produits, a été un cloaque d'accords louches avec les gouvernements successifs fortement impliqués.

Il a toujours été impossible de suivre l'argent, mais vous savez qu'il y a quelque chose qui ne va pas du tout lorsque le titre, « La société pétrolière d'État du Nigeria ne paie pas 16 milliards de dollars de revenus pétroliers », apparaît sur votre fil d'actualité, comme il l'a fait en 2016. Ce n'est qu'au cours des cinq dernières années que la Nigerian National Petroleum Company (NNPC), propriété de l'État, a publié ses comptes.

Le responsable Afrique du groupe de réflexion Eurasia Group, Amaka Anku, salue la raffinerie de Dangote, dans laquelle la NNPC détient une participation de 7 %, comme « un moment très significatif » pour l'État ouest-africain.

« Ce que vous aviez dans le secteur en aval, c'était un monopole inefficace et corrompu. Ce que la raffinerie locale vous permet de faire, c'est d'avoir un secteur en aval vraiment concurrentiel avec de multiples acteurs qui seront plus efficaces, plus rentables et qui paieront des impôts », dit-elle.

La population de ce pays riche en pétrole a été durement touchée pendant de nombreuses années.

Les revenus pétroliers représentent près de 90 % des recettes d'exportation du Nigeria, mais un nombre relativement faible d'hommes d'affaires et de politiciens profitent de la richesse pétrolière.

Certains aspects du modèle économique ont été déconcertants, y compris celui des quatre raffineries de pétrole du Nigeria.

Construits dans les années 1960, 70 et 80, ils sont tombés en ruine.

L'année dernière, le parlement nigérian a indiqué qu'au cours de la décennie précédente, l'État avait dépensé la somme astronomique de 25 milliards de dollars pour essayer et échouer à réparer ces installations moribondes.

C'est ainsi que le plus grand producteur de pétrole d'Afrique exporte son brut, qui est ensuite raffiné à l'étranger, pour le plus grand plaisir de certains négociants bien connectés.

dans les années 1970 pour amortir le choc de la flambée des prix mondiaux. Chaque année, elle récupérait cet argent en déposant des redevances moins élevées – l'argent qu'elle recevait pour chaque baril pompé du sol – auprès du Trésor nigérian.

En 2022, la subvention a coûté 10 milliards de dollars au gouvernement, soit plus de 40 % de l'argent total qu'il a collecté en impôts.

Au deuxième jour de son mandat, le vice-président du Nigeria, Kashim Shettima, a qualifié « l'escroquerie des subventions aux carburants » comme étant « un albatros autour du cou de l'économie ».

L'expert pétrolier nigérian Kelvin Emmanuel a déclaré qu'en 2019, la consommation officielle d'essence du pays « a bondi de 284% à 70 millions de litres par jour sans preuve empirique pour justifier une telle augmentation de la demande ».

Le Parlement a déjà signalé que – du moins sur le papier – les importateurs étaient payés pour apporter beaucoup plus

Il a peut-être été la principale source de revenus des gouvernements successifs, mais pendant des décennies, jusqu'en 2020, le conseil n'a pas divulgué ses comptes audités. Son communiqué de presse de mars de cette année promettait plus de transparence et de responsabilité.

A son arrivée au pouvoir en mai 2023, le président Bola Tinubu a déclaré que la subvention n'était pas viable et l'a soudainement réduite – les prix à la pompe ont immédiatement triplé.

Il a également mis fin à la politique consistant à soutenir artificiellement la valeur de la monnaie locale, le naira, et a laissé les forces du marché déterminer sa valeur.

Lorsqu'il a pris le pouvoir, le taux de change était de 460 nairas pour un dollar américain. En octobre 2024, il était de 1 600 nairas.

Le triple choc de la hausse des prix du carburant, des pénuries sporadiques d'approvisionnement et de la dépréciation de la monnaie a été un coup dur pour

gouvernement s'est assuré que les gens payaient un peu moins que le prix du marché pour un litre d'essence.

En d'autres termes, la NNPC vendait à perte et la subvention était toujours en vigueur.

Mais avec deux augmentations récentes en octobre, les Nigériens paient maintenant les prix du marché pour la première fois en trois décennies.

Dans l'agglomération de Lagos, il est passé de 858 nairas (0,52 dollar) à 1 025 nairas le litre.

L'un des principaux facteurs de la crise économique au Nigeria a été l'offre limitée de devises étrangères. Le pays n'exporte pas assez de produits et de services pour rapporter des dollars.

Mais un grand monde, y compris les négociants en carburant, ont recherché la même offre limitée de devises étrangères, ce qui fait perdre encore plus de valeur au naira.

La bonne nouvelle, c'est que l'installation de M. Dangote va acheter du brut et vendre des carburants raffinés au Nigeria dans la monnaie locale, ce qui laissera plus de dollars disponibles pour tous les autres.

La mauvaise nouvelle pour ceux qui espèrent que cela se traduira par un carburant moins cher, c'est que le prix que M. Dangote paiera pour un baril de brut local sera toujours l'équivalent en naira du coût international en dollars.

Ainsi, si le prix du brut augmente sur le marché mondial, les Nigériens seront toujours obligés de déboursier plus de naira. Le raffinage local signifiera moins de frais de transport, mais il s'agit d'une économie relativement faible.

L'espoir est que l'arrivée de la raffinerie de pétrole de M. Dangote contribuera à apporter une certaine transparence au secteur.

Il savait qu'il serait en train de contrarier certains en profitant du statu quo trouble lorsque le projet de 20 milliards de dollars a commencé. Mais, dit-il, il a sous-estimé le défi.

« Je savais qu'il y aurait un combat. Mais je ne savais pas que la mafia du pétrole est plus forte que la mafia de la drogue », a déclaré M. Dangote lors d'une conférence sur l'investissement en juin. ■

Par Par Will Ross
Rédacteur régional pour l'Afrique, BBC News



“

Je savais qu'il y aurait un combat. Mais je ne savais pas que la mafia du pétrole était plus forte que la mafia de la drogue.”

Aliko Dangote
Homme d'affaires nigérian

Cela ressemble plutôt à une boulangerie avec un four cassé. Mais plutôt que de le réparer, le propriétaire envoie des boules de pâte à une autre entreprise qui les fourne dans un four en état de marche et revend les pains au boulanger.

La NNPC échange le pétrole brut du Nigeria contre des produits raffinés, y compris l'essence, qui sont expédiés dans leur pays.

Le montant exact de l'argent qui change de mains et qui bénéficie de ces « échanges de pétrole » n'est qu'une des inconnues de ces accords.

« Personne n'a été en mesure de déterminer qui en a bénéficié exactement. C'est presque comme un potin de brasserie sur qui reçoit quoi », explique Toyin Akinosho du rapport Africa Oil+Gas.

La NNPC a commencé à subventionner le prix de l'essence

d'essence que le pays n'en consommait. Il y avait beaucoup d'argent à gagner en exportant une partie de l'essence subventionnée vers les pays voisins où les prix étaient beaucoup plus élevés.

La NNPC a gagné des milliards de dollars par an grâce à la production de pétrole brut. Mais pendant de nombreuses années, sous les régimes précédents, une partie de ses bénéfices n'a jamais atteint le Trésor, car elle a été accusée par les gouverneurs des États et les législateurs fédéraux d'inclure ces coûts de subvention gonflés dans son bilan.

La NNPC n'a pas répondu à une demande d'interview ni à une réponse à ces allégations, mais a nié en juin avoir jamais « gonflé ses demandes de subventions auprès du gouvernement fédéral ».

les consommateurs à travers le pays, dont beaucoup sont obligés de faire fonctionner des générateurs pour garder les lumières allumées et les téléphones chargés.

« Au-delà du fardeau financier, l'incertitude et le stress liés aux pénuries de carburant ont ajouté une couche d'anxiété aux tâches quotidiennes », résume un habitant de Lagos.

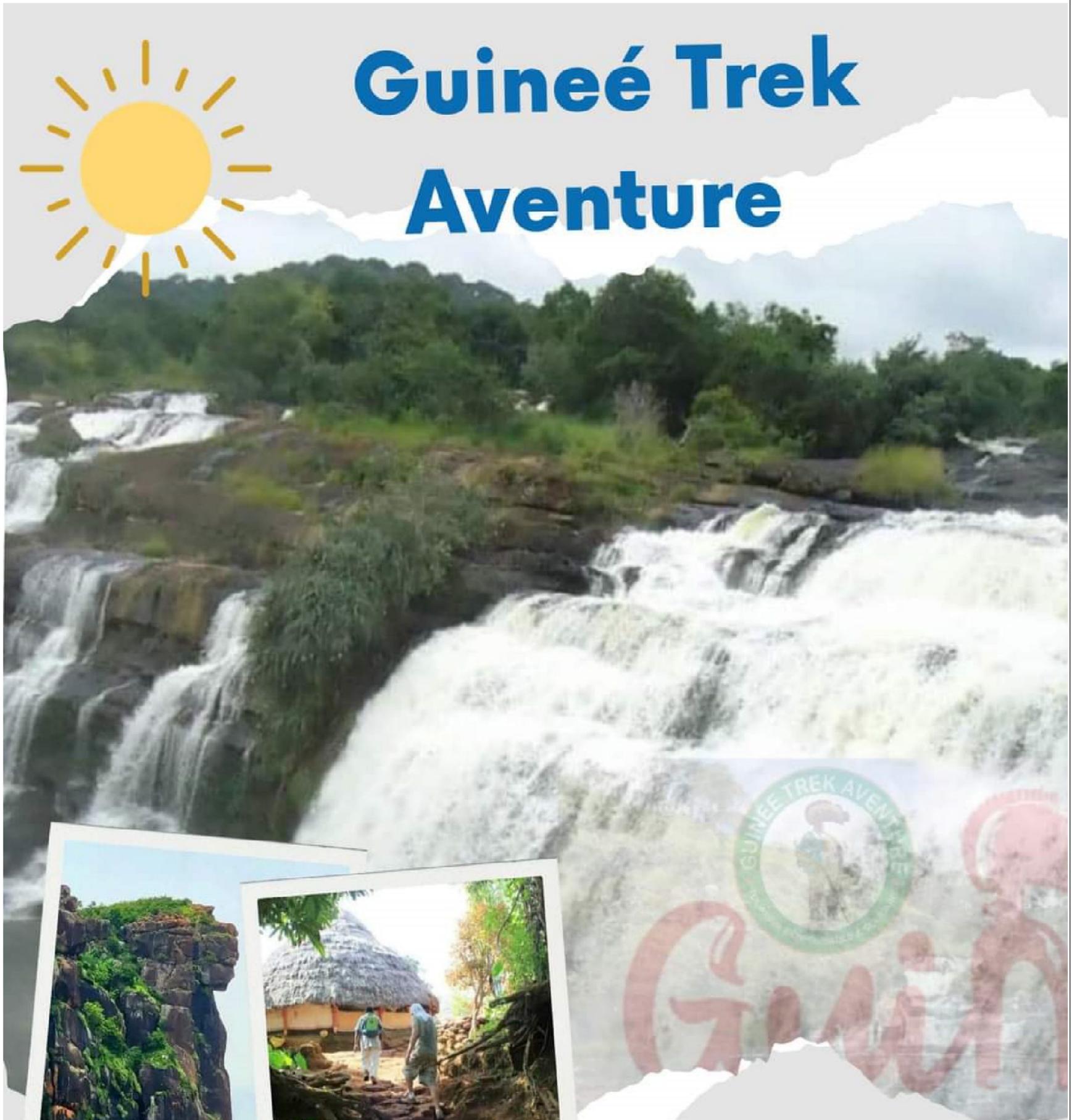
« J'ai l'impression d'être toujours en mode crise. C'est épuisant. »

Alors que le naira plongeait et que les prix à la pompe augmentaient à plusieurs reprises, le gouvernement, conscient du danger potentiel des manifestations, a continué à distribuer des médicaments à la pipette aux masses.

Dans un geste qui pourrait être assimilé à l'ingestion d'un demi-paracétamol pour une appendicite aiguë, le



Guinée Trek Aventure



Réservez vite:



+224-625-61-00-25



guineerando@gmail.com

Il est temps de
Voyager